Corrigé du contrôle d’histoire terminale : La République française depuis les années 1990 à télécharger en PDF

Corrigé du contrôle – Terminale

Voici le corrigé du contrôle d’histoire de terminale sur « La République française depuis les années 1990 ». Il donne les réponses attendues, le barème et un exemple de rédaction, pour que tu saches où tu as gagné ou perdu des points. Fais d’abord le contrôle dans les conditions d’une évaluation, puis corrige-toi.

Questions

1. Partie 1 – Donne la date et la nature de quatre événements : référendum sur le quinquennat, loi sur le PACS, attentats de Paris et Saint-Denis, loi sur le mariage pour tous. **(3 pts)**
2. Partie 1 – Définis « cohabitation » et « décentralisation ». **(2 pts)**
3. Partie 2 – Document 3 : nomme trois régions de la carte, indique le nombre de régions et explique le sens de la réforme de 2015. **(2 pts)**
4. Partie 2 – Document 1 : présente le texte, explique ce qu'a décidé le législateur et pourquoi le Conseil constitutionnel refuse de substituer son appréciation à la sienne. **(3 pts)**
5. Partie 2 – Document 4 : décris l'évolution et relie-la aux lois sur la parité. **(3 pts)**
6. Partie 2 – Document 2 : présente la photographie et explique ce qu'elle révèle de la réaction de la société après les attentats de janvier 2015. **(2 pts)**
7. Partie 3 – Question problématisée : « Comment la République française s'adapte-t-elle, depuis les années 1990, aux transformations de ses institutions, de sa société et aux menaces qui la visent ? » Rédige une réponse organisée de 20 à 25 lignes en utilisant tes connaissances et les documents. **(5 pts)**

Question 1 (3 points)

Référendum sur le quinquennat : 24 septembre 2000, le « oui » l'emporte avec plus de 73 % des suffrages exprimés. Loi sur le PACS : 15 novembre 1999, contrat civil ouvert à deux personnes de sexe différent ou de même sexe. Attentats de Paris et de Saint-Denis : 13 novembre 2015, attaques djihadistes qui font 130 morts. Loi sur le mariage pour tous : 17 mai 2013, loi qui ouvre le mariage aux couples de même sexe. (0,5 point par date, 0,25 par nature, au total 3.)

Question 2 (2 points)

La cohabitation est la situation où le président de la République et le Premier ministre appartiennent à des camps opposés. En effet, la majorité à l'Assemblée est contraire à celle du président (1 point). La décentralisation est le transfert de compétences de l'État à des collectivités territoriales qui les exercent avec des élus et un budget propres (1 point).

Question 3 (2 points)

Exemples : Bretagne, Grand Est, Occitanie (0,5 point). La France métropolitaine compte treize régions (0,5 point). La réforme de 2015 réduit leur nombre de vingt-deux à treize. Elle crée des régions plus grandes, dotées de plus de moyens et de compétences économiques (1 point).

Question 4 (3 points)

Présentation (1 point) : extrait de la décision n° 2013-669 DC du Conseil constitutionnel du 17 mai 2013 sur la loi ouvrant le mariage aux couples de même sexe. Le législateur a estimé que la différence entre couples de sexe différent et couples de même sexe ne justifiait plus leur exclusion du mariage (1 point). Le Conseil refuse de se substituer au Parlement. Il contrôle la conformité à la Constitution, non l'opportunité des choix de société (1 point).

Question 5 (3 points)

La part des femmes passe de 18,5 % en 2007 à 26,9 % en 2012, puis à 38,8 % en 2017. Cela fait plus de vingt points de hausse en dix ans (1 point). Cette progression suit la révision de 1999 et les lois sur la parité (loi du 6 juin 2000). Elles imposent la parité des candidatures et pénalisent financièrement les partis qui ne la respectent pas (1 point). Elle reste inférieure à 50 % : le principe a fait progresser la représentation sans atteindre l'égalité (1 point).

Question 6 (2 points)

Photographie prise lors de la marche républicaine du 11 janvier 2015 à Paris, après l'attentat contre Charlie Hebdo (1 point). La pancarte « La caricature est un témoin de la démocratie » montre que des citoyens ordinaires défendent la liberté d'expression et expriment leur unité face au terrorisme (1 point).

Question 7 (5 points). Rédaction modèle

Depuis les années 1990, la République française s'adapte sur trois plans. D'abord ses institutions. Après trois cohabitations (1986-1988, 1993-1995, 1997-2002), le quinquennat voté en 2000 et l'inversion du calendrier électoral renforcent le rôle du président. La Constitution proclame aussi que l'organisation de la République est décentralisée (2003), ce qui conduit à la réforme des régions de 2015 (document 3). Ensuite sa société. La parité s'inscrit dans la Constitution en 1999 et la part des femmes à l'Assemblée atteint 38,8 % en 2017 (document 4).

Le PACS (1999) puis le mariage pour tous (2013, document 1) élargissent les droits des couples, sous le contrôle du Conseil constitutionnel. Enfin la République doit faire face à des menaces. Les attentats de 2015 et 2016 provoquent une mobilisation populaire (document 2), puis l'état d'urgence et des lois antiterroristes, qui relancent le débat sur l'équilibre entre sécurité et libertés. Cette capacité d'adaptation n'empêche pas une crise de la représentation, visible dans l'abstention, le 21 avril 2002 ou les « gilets jaunes » de 2018. (Barème : problématique et plan 1 point ; connaissances précises 2 points. Utilisation des documents 1 point. Qualité de la rédaction 1 point.)